

Discours du Trône : Des femmes déçues

Publiée dans le *Journal de Montréal* le 17 octobre 2007

Le bilan du gouvernement Harper, en ce qui concerne les femmes, est désastreux. Nous sommes préoccupées et déçues par les partis d'opposition qui font peu d'écho à la protection des droits des femmes au Québec et au Canada lorsqu'il s'agit de négocier leur appui éventuel au discours du Trône.

Le gouvernement Harper a attaqué la capacité des groupes de femmes, au niveau politique et judiciaire, en coupant leur financement. Ce même gouvernement a aboli le Programme de contestation judiciaire et refusé l'adoption d'une loi sur l'équité salariale. Des milliers de femmes occupant des emplois dans des entreprises, des organismes et des sociétés de juridiction fédérale se voient ainsi condamnées à l'iniquité économique partout au Canada, y compris au Québec.

Certes, les partis politiques fédéraux ont dénoncé les attaques inacceptables du gouvernement conservateur à l'égard de l'avancement de la cause des femmes pour l'égalité. Toutefois, au moment où cela compte le plus, les leaders de ces partis sont silencieux.

Oui, du point de vue d'une analyse féministe, les enjeux associés au respect du Protocole de Kyoto et au retrait des troupes en Afghanistan sont fondamentaux. Oui, il est important de protéger notre agriculture et d'aider les populations des régions atteintes par la crise forestière. Oui, l'élimination du pouvoir de dépenser du fédéral dans les champs de juridiction provinciale constitue un enjeu au Québec.

Dans des moments cruciaux comme celui où l'on doit déterminer les conditions sur lesquelles on appuiera ou non le maintien du gouvernement canadien, les leaders des partis d'opposition doivent assumer le caractère fondamental de la défense des droits des femmes. Ils doivent exiger :

- le rétablissement du Programme de contestation judiciaire;
- le financement des activités de défense des droits des femmes;
- l'adoption d'une loi proactive sur l'équité salariale.

Michèle Asselin, présidente, Fédération des femmes du Québec

Rolande Clément, présidente, Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale

Danielle Fournier, présidente, Relais-femmes

Mariette Gilbert, présidente, Aféas

Mirabelle Lavoie, présidente, Regroupement Naissance-Renaissance

Diane Heffernan, coordonnatrice, Réseau des lesbiennes du Québec

France Lavigne, présidente, L'R des centres de femmes du Québec

Francine Mailloux, présidente, Fédération du Québec pour le planning des naissances

Manon Monastesse, directrice, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec

Ruth Rose, présidente, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

Nathaly Roy, présidente, Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec

Carole Tremblay, porte-parole, Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel